

BULLETIN D'INFORMATION

DANS UNE NOUVELLE ÉTUDE : L'ÉGYPTE EST UN PARTENAIRE IMPORTANT DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LA QUESTION DE LA MIGRATION ILLÉGALE.

Le Centre égyptien d'études stratégiques a déclaré que l'Égypte joue un rôle crucial dans la gestion de la question de la migration illégale avec l'Union européenne. L'Égypte est considérée comme un partenaire important sur lequel on compte beaucoup pour freiner et combattre ce phénomène, soulignant la nécessité d'un programme de coopération stratégique entre l'Union européenne et l'Égypte.

Selon une étude publiée par le centre, l'Union européenne reconnaît que l'Égypte est confrontée à d'importantes pressions migratoires en raison de sa situation géographique et de ses frontières, à la fois à l'est et à l'ouest, qui sont adjacentes à des pays voisins en crise. Il a été noté que la question des politiques d'immigration et d'asile a dominé les discussions et les agendas des réunions de l'Union européenne en 2023. À la fin de 2023, les États membres de l'Union européenne et le Parlement européen ont convenu d'une réforme étendue de la politique d'immigration et d'asile en réponse aux pressions migratoires sans précédent et à l'augmentation des vagues de réfugiés atteignant ses frontières.

L'étude a souligné que l'attention de l'Union européenne s'est tournée vers l'Égypte en tant que partenaire régional et stratégique crucial, notamment après l'arrivée de plus de 36 000 migrants dans la région méditerranéenne de l'Europe de janvier à mars 2023. Elle a mis en évidence la coopération entre l'Union européenne et l'Égypte dans le domaine de l'immigration et de la gestion des frontières depuis 2014.

L'étude a également abordé les efforts notables de l'Égypte tant au niveau national qu'international dans la lutte contre la migration illégale, les accords internationaux signés depuis 2014, les mesures et décisions nationales subséquentes, les projets internes lancés par le gouvernement égyptien pour lutter contre le phénomène, ainsi que les lois promulguées et le lancement de la Stratégie nationale de lutte contre la migration illégale (2016-2026) et les initiatives présidentielles, y compris l'initiative "Bateaux de sauvetage".



EN RAISON DE LA CONDUITE AVEC UN PERMIS SUSPENDU, LE DÉBAT SUR LES "IMMIGRANTS NON DOCUMENTÉS" EN FLORIDE, AUX ÉTATS-UNIS, A ÉTÉ RAVIVÉ.

L'affaire d'un immigrant ayant tué un motocycliste en Floride a ravivé le litige entre le Congrès et les représentants des États-Unis concernant l'immigration illégale et la non-expulsion des condamnés vers leurs pays d'origine.

L'incident remonte au 20 février lorsque Byron Pinda, un immigrant sans papiers, a changé de voie, entraînant la mort d'un motocycliste de 21 ans après avoir modifié la trajectoire de sa moto. Pinda a ensuite été arrêté pour conduite avec un permis suspendu ou révoqué et attend son procès en mai pour des accusations de conduite avec un permis suspendu ayant entraîné la mort d'un motocycliste.

Le représentant du nord-ouest de la Floride, Matt Gaetz, a déclaré que les responsables fédéraux évitent de répondre à ses questions concernant l'immigrant sans papiers impliqué dans l'accident ayant causé la mort d'un homme de Pensacola. Gaetz a continué à demander comment Pinda, un immigrant sans papiers, est entré dans le pays et pourquoi il a été autorisé à rester. Il a également demandé des informations sur le casier judiciaire de Pinda et la rapidité de son expulsion en cas de condamnation en Floride.

Cependant, le Département de la Sécurité intérieure a refusé de répondre aux questions en invoquant les lois sur la confidentialité, affirmant que Pinda devrait autoriser la divulgation de telles informations.

Gaetz a exprimé sa déception à l'égard du Département de la Sécurité intérieure pour ne pas être transparent concernant Pinda ou les nombreuses questions liées aux arrestations qui ont eu lieu à la frontière sud. Il a souligné l'absence d'un processus d'extradition efficace pour expulser les immigrants sans papiers, laissant les problèmes aux gouvernements locaux, avec les forces de l'ordre observant une affluence d'immigrants sans papiers dans les prisons locales. Gaetz a souligné que l'affaire de Pinda n'est qu'un parmi d'innombrables accusations criminelles en Floride, alimentées directement par la crise à la frontière.

Dans un contexte connexe, le gouverneur de Floride, Ron DeSantis, a signé des projets de loi augmentant les peines de prison pour les immigrants vivant illégalement aux États-Unis en cas de condamnation pour conduite sans permis ou pour des crimes graves. DeSantis a déclaré : "Nous ne tolérons pas l'immigration illégale, encore moins les infractions commises par des étrangers illégaux qui ne devraient même pas être là en premier lieu." Il a souligné que les projets de loi renforcent la capacité de la Floride à faire respecter la loi.



LA COUR SUPRÊME DES ÉTATS-UNIS A REJETÉ LA MISE EN ŒUVRE DE LA NOUVELLE LOI SUR LA SÉCURITÉ DES FRONTIÈRES DU TEXAS.



La Cour suprême des États-Unis a statué pour empêcher la mise en œuvre de la nouvelle loi sur la sécurité des frontières du Texas, prévue pour le 5 mars de l'année dernière. La loi, approuvée par le Sénat du Texas, interdit à tout ressortissant étranger d'entrer aux États-Unis illégalement entre les ports d'entrée et permet aux juges d'État de prononcer des ordres d'expulsion pour toute personne accusée ou reconnue coupable de violation de la nouvelle loi.

Cependant, plusieurs opposants à la loi, dont le ministère de la Justice des États-Unis, ont déposé une plainte devant le tribunal fédéral américain. Initialement, un juge de district fédéral a émis la première ordonnance dans l'affaire, empêchant le Texas de mettre en œuvre sa loi le 5 mars. Cependant, la Cour d'appel du cinquième circuit des États-Unis a rouvert l'affaire, permettant au Texas de faire respecter sa nouvelle loi. Cela a incité le gouvernement fédéral à en appeler à la Cour suprême des États-Unis.

La Cour suprême avait précédemment rejeté une loi similaire à celle du Texas en 2012, adoptée par l'État d'Arizona pour réglementer l'entrée des ressortissants étrangers dans le pays. La décision a été prise par une majorité de 5 voix contre 3, spécifiant que la loi fédérale sur l'immigration l'emporte sur les pouvoirs de l'État.

L'Oklahoma promulgue une loi interdisant l'éducation des immigrants sans papiers.



La Chambre des représentants de l'Oklahoma a approuvé un projet de loi jeudi dernier visant à réduire le nombre de personnes entrant illégalement dans l'État.

Le représentant Neil Hayes, un républicain de Chickasha, a rédigé le projet de loi 3071 de la Chambre, qui interdit l'utilisation de fonds de l'État pour fournir des prestations aux immigrants sans papiers, sauf si les dépenses sont liées à l'éducation, à l'incarcération ou au transfert d'un immigrant sans papiers hors de l'État.

Hayes a déclaré : "Avec des frontières poreuses et des politiques fédérales inefficaces, chaque État des États-Unis est, en fait, un État frontalier, et la législation proposée servirait de mesure préventive pour dissuader les gens d'entrer illégalement en Oklahoma."

Il a également précisé que la législation n'interdit pas la fourniture de services aux personnes sans papiers ; cependant, si quelqu'un fournit ces services en toute connaissance de cause, il ne serait pas éligible aux allocations fiscales de l'État.

Le projet de loi a été approuvé par la Chambre des représentants par une majorité de 71 voix contre 17, et il sera maintenant transmis au Sénat pour examen.

L'ESPAGNE DÉVOILE UN RÉSEAU TRAFIQUANT LES "CORPS DE MIGRANTS NOYÉS" POUR VIOLATION DE LA SACRALITÉ DES DÉFUNTS. "DES CORPS CONTRE DE L'ARGENT" EST LE SLOGAN ADOPTÉ PAR UN GANG DIRIGÉ PAR UN MAROCAIN POUR RAPATRIER LES VICTIMES DE LA MIGRATION ILLÉGALE VERS LEURS FAMILLES AU MAROC ET EN ALGÉRIE.

La Garde civile espagnole a annoncé le démantèlement d'un réseau criminel composé de 14 membres, dirigé par un individu d'origine marocaine, spécialisé dans l'escroquerie et la fraude aux proches des victimes de la migration irrégulière qui ont péri en tentant d'atteindre l'Espagne.

Les enquêtes espagnoles ont révélé que les membres du réseau créaient de faux comptes sur les réseaux sociaux pour communiquer avec les familles des personnes disparues résidant au Maroc et en Algérie, leur offrant de fausses informations sur le lieu où se trouvaient leurs proches en échange d'argent.

Les investigations ont également révélé l'implication de certains employés de certaines institutions publiques liées au processus d'identification, tels que l'Institut de médecine légale, qui ont facilité aux membres du réseau l'obtention de contrats illégaux pour rapatrier les corps des migrants décédés en mer.

Selon les enquêtes, le réseau forçait ses victimes à signer des procurations pour gérer les procédures de rapatriement, ainsi que pour déposer des plaintes et fournir des échantillons d'ADN pour l'identification des corps ou des services de traduction, le tout avec la condition préalable d'un paiement anticipé, affirmant que c'était la seule façon de procéder en Espagne pour identifier les corps et les rapatrier dans leur pays d'origine.

L'opération a abouti à l'arrestation de 14 individus et à l'interrogatoire d'une autre personne, ainsi qu'à la saisie de 70 000 euros en espèces et de plusieurs véhicules et documents dans 13 maisons perquisitionnées dans les provinces de Murcie, d'Almería et de Jaén.

Les personnes arrêtées sont accusées de "divulgaration de secrets, violation de la sacralité des défunts, fraude, appartenance à une organisation criminelle dédiée à l'obtention illégale de contrats de rapatriement de corps, faux en écriture, corruption et négligence dans l'obligation de poursuivre les crimes".



ESPAGNE : ARRESTATION DE 3 INDIVIDUS POUR "NOYADE DE 5 MIGRANTS"

La police espagnole a arrêté trois individus pour leur implication dans la mort de cinq migrants qui se sont noyés le 29 novembre de l'année dernière après avoir été forcés de sauter d'un bateau au large de la côte de Cadix, dans le sud de l'Espagne.

Selon un communiqué de la police, parmi les individus arrêtés se trouvent deux hommes et une femme. Il a été expliqué que 37 migrants étaient montés à bord du bateau et avaient payé entre 3 000 € (environ 3 720 \$) et 12 000 € (environ 13 000 \$) pour obtenir une place sur le bateau.

Quatre corps ont été récupérés dans les heures qui ont suivi, et le cinquième a été retrouvé quelques jours plus tard. Les identités des victimes migrantes ont été déterminées avec l'aide d'échantillons d'ADN provenant de leurs familles.



MOROCCO: 40 MIGRANTS CLANDESTINS SE NOIENT EN DEUX MOIS



Le Bureau central de l'Observatoire nordique des droits de l'homme a révélé la noyade de 40 migrants irréguliers marocains au cours des mois de janvier et février 2024 en mer Méditerranée alors qu'ils tentaient d'atteindre le sud de l'Espagne ou les villes de Ceuta et Melilla.

De plus, il a été révélé que plus de 700 migrants irréguliers marocains ont réussi à atteindre uniquement la ville de Ceuta, avec un taux de tentatives quotidien atteignant jusqu'à 100 tentatives, se déroulant entre Fnideq-Ceuta ou Belionesh-Ceuta.

L'observatoire a annoncé la noyade de 16 jeunes hommes lors de tentatives de nage vers les côtes de Ceuta et la perte de 15 autres. De plus, 9 individus se sont noyés lorsqu'un bateau a chaviré au large des côtes de Nador-El Hoceima. La plupart d'entre eux étaient âgés entre 16 et 30 ans.

L'observatoire a noté une augmentation des tentatives de migration de mineurs non accompagnés vers les côtes de Ceuta, en partant des plages de Fnideq, avec un taux de nage de plus de 10 kilomètres, prenant entre 10 et 15 heures pour la section maritime Fnideq-Ceuta, ou Belionesh-Ceuta, qui prend en moyenne deux heures, faisant face à des courants marins forts et froids, avec un danger accru en raison de la nature rocheuse de ses côtes.

L'observatoire a souligné que l'augmentation des taux de migration irrégulière parmi les jeunes marocains est due à la détérioration des conditions économiques et sociales, ainsi qu'à l'absence d'institutions sociales, notamment les écoles.

Au cours de ces 10 dernières années, les efforts de l'Égypte pour lutter contre la migration illégale se sont intensifiés

L'Union européenne a porté son attention sur l'Égypte en tant que partenaire régional significatif dans la lutte contre la migration illégale et la prévention des flux quotidiens de bateaux vers ses côtes, notamment en raison de la longue histoire de coopération de l'Égypte dans la lutte contre la migration illégale et la gestion de ses frontières avec ses voisins.

L'Égypte a été une destination et un point de transit importants pour l'Europe depuis la fin des années 1980, en plus d'être une source de migrants. La coopération entre l'Union européenne et l'Égypte dans le domaine de la migration et de la gestion des frontières n'est pas nouvelle. Cependant, depuis 2014, il y a eu une augmentation significative des communications, des réunions et des consultations.

Concernant les efforts importants de l'Égypte pour lutter contre la migration illégale à l'échelle internationale :

- L'Égypte a participé à la Déclaration de Rome sur l'« Initiative UE-Afrique sur la migration », nommée le « Processus de Khartoum », en novembre 2014. Elle a également participé activement au processus de préparation et de formulation lors du « Sommet de La Valette » à Malte sur la migration illégale en novembre 2015.
- En octobre 2018, l'Égypte a signé un accord avec l'Union européenne pour lutter contre la migration illégale et la traite des êtres humains, comprenant 7 projets dans 15 provinces d'une valeur de 60 millions d'euros, pour traiter les causes profondes de la migration illégale.
- En février 2019, l'Égypte a accueilli le premier sommet arabo-européen entre la Ligue arabe et l'Union européenne pour discuter des questions liées à la migration.
- L'Égypte et l'Italie ont signé un protocole sur la lutte contre la criminalité et la migration illégale en 2018, renouvelé en 2020, reflétant la confiance des agences de sécurité italiennes et européennes dans l'expertise et les capacités de formation des agences égyptiennes.

Au niveau régional :

- L'Égypte a accueilli la deuxième conférence régionale de l'Union africaine et de l'Initiative du siècle africain à Charm el-Cheikh en septembre 2015, présentant une gamme de projets de développement africains et d'idées pour aborder les causes profondes de la migration illégale.
- L'Égypte a présidé et accueilli la deuxième réunion ministérielle de l'Union africaine et de l'Initiative du siècle africain sur la traite des êtres humains et le trafic de migrants en juin 2016.
- L'Égypte a accueilli la première conférence du genre à Louxor en novembre 2017, axée sur la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains, en mettant l'accent sur les mineurs non accompagnés.
- L'Égypte a accueilli le premier forum régional des organes de coordination nationaux pour lutter contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants en Afrique en novembre 2019.
- En juillet 2020, l'Égypte a lancé son volet du projet de démantèlement des réseaux de trafic de personnes et de trafic de migrants en Afrique du Nord, en coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Au niveau local :

- La Stratégie nationale de lutte contre la migration illégale « 2016-2026 » a été lancée, ciblant les groupes les plus vulnérables susceptibles d'être exploités par les passeurs, notamment les jeunes de 18 à 35 ans, les enfants, leurs familles et ceux qui arrivent en Égypte illégalement.
- Le « Comité de coordination national de lutte contre et de prévention de la migration illégale et de la traite des êtres humains » a été créé.



YÉMEN : ARRIVÉE DE 97 000 MIGRANTS IRRÉGULIERS EN 2023

Le gouvernement yéménite a annoncé que plus de 97 000 migrants sont arrivés dans le pays au cours de l'année 2023, un chiffre nettement supérieur à celui enregistré en 2022, qui était d'environ 70 000.

Le ministre yéménite de la Santé, Qasim Buhaibeh, a déclaré que plus de 97 000 migrants étaient arrivés dans le pays l'année précédente.

Lors de sa réunion à Aden, il a appelé Darweesh Diyar, le coordinateur médical de Médecins Sans Frontières (MSF) en Belgique, à mettre en œuvre des interventions concernant les migrants, soulignant que le grand nombre de migrants jette des ombres sur la communauté d'accueil et exerce une pression significative sur les installations de santé et les services qui y sont fournis.

Le Yémen sert de destination pour les migrants en provenance des pays de la Corne de l'Afrique, notamment l'Éthiopie et la Somalie, beaucoup visant à transiter par celui-ci lors d'un voyage difficile vers les pays du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite.

Malgré la guerre qui sévit au Yémen, le pays est confronté à la dure réalité du déplacement, selon un autre rapport de l'Organisation internationale pour les migrations, qui a mentionné qu'en 2023, il y a eu une diminution du nombre de personnes déplacées internes. La matrice de suivi des déplacements a enregistré plus de 21 066 individus qui ont été contraints de fuir leur foyer à la recherche de sécurité et d'abri ailleurs au cours des six premiers mois de la même année.



PRESIDENT ABDEL FATTAH EL-SISI: L'ÉGYPTE RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT À COMBATTRE LA MIGRATION ILLÉGALE.

Le président Abdel Fattah el-Sisi a déclaré que lors des discussions avec les dirigeants de l'Union européenne, l'accent a été mis sur l'importance de continuer à affronter les défis communs, parmi lesquels figure en première ligne la migration illégale. Cela est survenu lors d'une conférence de presse conjointe avec le président de la Commission européenne, le président actuel du Conseil européen, et les chefs d'État et de gouvernement de Chypre, d'Italie, de Grèce et d'Autriche au palais présidentiel dimanche dernier.

Le président Sisi a ajouté que l'Égypte a réaffirmé son engagement à combattre ce phénomène dans le cadre de la coopération existante et à renforcer les voies légales de migration. Il a également souligné l'accord sur la nécessité de soutenir les efforts de l'Égypte, qui ont réussi à stopper les flux migratoires des côtes égyptiennes depuis 2016, ainsi que l'accueil de 9 millions d'étrangers en Égypte bénéficiant de services sociaux et de santé similaires à ceux des Égyptiens.

Le Caire accueille un sommet égypto-européen visant à élever les relations entre l'Égypte et l'Union européenne au niveau de partenariat stratégique et global, dans le but d'atteindre une avancée qualitative dans la coopération et la coordination entre les deux parties pour réaliser des intérêts communs.

Le président Sisi a accueilli le président de la Commission européenne, le président actuel du Conseil européen, et les chefs d'État et de gouvernement de Chypre, d'Italie, de Grèce et d'Autriche au palais présidentiel, et a tenu des réunions bilatérales avec les invités européens de l'Égypte pour discuter des moyens de renforcer les relations bilatérales.



LE PREMIER MINISTRE GREC A DÉCLARÉ QUE LA CRISE À GAZA A EXACÉRBE LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN ÉGYPTE ET A CONFIRMÉ QUE SON PAYS FOURNIRA UNE AIDE DE 8,06 MILLIARDS DE DOLLARS POUR SOUTENIR L'ÉCONOMIE ÉGYPTIENNE.



Le Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, a déclaré qu'il existe des projets nouveaux et plus ambitieux dans le cadre de la coopération entre l'Égypte et la Grèce, notamment dans le domaine du gaz, expliquant que la coopération est également en cours dans le domaine de la migration illégale. Il a ajouté lors du sommet égypto-européen visant à élever les relations entre l'Égypte et l'Union européenne au niveau de partenariat stratégique et global que si l'Égypte prospère, elle aidera d'autres pays instables comme le Soudan et la Libye, poursuivant : "Nous appelons les innocents qui se sentent désespérés à ne pas ouvrir de nouvelles voies."

Il a en outre déclaré : "Nous travaillons en étroite collaboration avec l'Égypte, et nous sommes heureux de travailler avec l'Égypte depuis des décennies", soulignant que ce partenariat pourrait servir de modèle à suivre.

Le gouvernement grec avait annoncé une augmentation du nombre de migrants illégaux de jusqu'à 400 % rien qu'en février, les Palestiniens figurant en bonne place dans ces flux, suivis de plus en plus par des Égyptiens.

Cette augmentation des arrivées de migrants a été accompagnée d'une délégation de l'Union européenne dirigée par le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis pour signer un package d'aide d'une valeur de 8 milliards de dollars destiné à aider les migrants.

Le ministre de la Migration et de l'Asile, Dimitris Keridis, a déclaré : "Il ne fait aucun doute que l'Égypte a subi les plus grandes répercussions de la crise de Gaza, comme si le pays et son économie n'étaient pas déjà sous assez de pression, la crise de Gaza et l'afflux de Palestiniens ont exacerbé la situation", entraînant une détérioration de la situation et incitant les Égyptiens à fuir en masse.

Depuis le début de l'année, les îles de Crète et de Gavdos, dans le sud de la Grèce, ont été les plus touchées par l'afflux quotidien d'Égyptiens débarquant sur leurs rives à la recherche d'asile vers l'ouest via la Libye.

La Commission européenne a fourni un package d'aide d'une valeur de 8,06 milliards de dollars pour soutenir l'économie égyptienne et contribuer à mettre fin à la vague de migration illégale. Conformément à l'accord prévu, le premier versement de 1 milliard de dollars sera distribué immédiatement en tant qu'aide financière d'urgence, tandis que le reste sera lié à des réformes économiques.

La Grèce est devenue une porte d'entrée privilégiée pour les migrants et les réfugiés en provenance du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie vers l'Union européenne depuis 2015, lorsque près d'un million de personnes sont arrivées sur ses côtes, provoquant une crise humanitaire sans précédent. Depuis lors, des milliers d'autres ont péri en mer.

La crise migratoire a poussé la Grèce à adopter une approche stricte pour dissuader les flux illégaux, entraînant des accusations de pousser les migrants sur des bateaux de fortune, mettant leur vie en danger, et de les soumettre à la torture à leur arrivée, bien que les autorités nient généralement ces accusations.

Vingt-neuf migrants irréguliers se sont noyés dans "deux incidents" en Turquie vendredi.

Vingt et un migrants irréguliers se sont noyés vendredi dernier au large de la province de Canakkale, dans l'ouest de la Turquie, en raison du naufrage de leur bateau, dont 5 enfants.

Les autorités de la province ont déclaré que des opérations de recherche et de sauvetage ont été menées par un avion, un drone, 18 bateaux, deux hélicoptères, la police maritime, l'unité nationale de secours médical et l'Autorité de gestion des catastrophes et des urgences (AFAD).

Le même jour, le gouverneur de Canakkale, İlhami Aktaş, a annoncé la mort de 8 personnes à la suite du naufrage d'un bateau pneumatique au large du district d'Ayvaciğ, indiquant qu'ils travaillaient pour déterminer le nombre de migrants qui se trouvaient à bord du bateau avant l'incident.

La Turquie sert de point de transit majeur pour les migrants et les réfugiés d'Asie centrale et des pays de la Méditerranée orientale, dont beaucoup se dirigent vers la Grèce, qui est considérée comme la principale porte d'entrée des migrants en Europe et dans l'Union européenne.

